Les Français sont de plus en plus attachés à la liberté privée et à l'ordre public

le Monde 16 novembre 20

Après 1981 et 1990, les résultats français de la troisième enquête européenne sur les valeurs viennent d'être publiés. On y constate que l'identité politique, à droite comme à gauche, détermine de moins en moins les attitudes des individus

COORDINATION
Gérard Courtois
Jérôme Jaffré

LES valeurs forment-elles système ? On l'a souvent affirmé et démontré. Ainsi, dans la société française, les identités politiques de droite et de gauche sont liées aux attitudes religieuses et à des opinions sur le couple et la famille. La nouvelle enquête Valeurs témoigne cependant de l'affaiblissement de ces relations depuis vingt ans. Un seul exemple le démontre : la confiance en l'armée était partagée, en 1981, par 74 % des personnes de droite contre seulement 31 % de celles de gauche. Aujourd'hui, l'écart de pourcentage entre droite et gauche n'est plus que de dix points sur cette question. Cette réduction de l'écart entre droite et gauche se vérifie, peu ou prou, sur pratiquement toutes les questions.

Trois raisons peuvent être avancées pour expliquer cette baisse de l'articulation des systèmes de valeurs. D'abord, notre société est idéologiquement moins clivée qu'autrefois. Certains grands débats tendent à s'apaiser, qu'il s'agisse du conflit entre la France catholique et la France laïque, du modèle de la bonne organisation économique (capitaliste ou socialiste) ou du type de famille à défendre. Les discussions de nouvelles lois sur le statut de l'enseignement privé ou sur le pacs peuvent ranimer pour un temps le débat politique, mais les grandes guerres idéologiques s'estompent. Ensuite, les grands systèmes de pensée ne sont plus que des points de repères dans lesquels chacun choisit ce qui fera sens pour lui.

Enfin, dans une société de l'individuation, les bricolages individualisés et les recompositions non orthodoxes sont de plus en plus nombreux et imprévisibles.

L'attitude à l'égard de la sexualité et de la famille illustre cette tendance à l'autonomisation des valeurs. On a souvent considéré que l'adhésion aux valeurs traditionnelles dans ces deux domaines allait de pair avec une attitude générale de défense des principes autoritaires. Il est vrai qu'un certain lien statistique existe entre les deux, mais les résultats de l'enquête Valeurs montrent qu'ils ont connu une évolution divergente au cours des vingt dernières années. On a assisté à la fois au progrès du principe de liberté individuelle dans la vie privée et à la montée de l'exigence du respect de l'ordre et de l'autorité dans la sphère publique.

Les membres de notre société sécularisée, qu'ils soient croyants, incroyants ou incertains, sont de plus en plus nombreux à rejeter les interdits religieux traditionnels concernant la famille et la sexualité. Le principe du divorce ne rencontre plus l'opposition que d'une petite minorité d'irréductibles. L'avortement fait de moins en moins l'objet d'une condamnation de principe. La tolérance à l'égard de l'homosexualité, également, a fortement augmenté dans un climat général d'affirmation du droit à la liberté du mode de vie sexuelle. En 1981, 62 % de Français jugeaient l'homosexualité injustifiable ; ils ne sont plus aujourd'hui que 32 %.

Enfin l'euthanasie est maintenant très largement admise dans l'opinion : seules 21 % des personnes interrogées estiment qu'elle est injustifiable. S'agissant de la vie privée, une seule évolution va dans un sens qui pourrait être interprété comme un retour de la tradition. Il s'agit de la très forte remontée du principe de la fidélité conjugale. En fait, c'est essentiellement lorsque l'on quitte la sphère privée pour observer la sphère publique que le retour aux valeurs traditionnelles est sensible. La revalorisation de tout ce qui a trait aux règles de vie en commun est, en effet, incontestable. Trente ans après Mai 1968, les Français ont de moins en moins de complexes à réclamer le respect de la loi et de l'ordre.

L'augmentation de ceux qui estiment qu'il faudrait *« respecter davantage l'autorité »* (69 % en 1999 contre 60 % en 1981) est d'autant plus éloquente qu'elle est particulièrement marquée chez les jeunes : chez les 18-26 ans, l'approbation du principe d'autorité a grimpé de 41 % en 1981 à 61 % aujourd'hui. Cette évolution, déjà perceptible en France lors de l'enquête de 1990, concerne également les attitudes à l'égard de la police et de l'armée. Elle s'étend même, dans une certaine mesure, au domaine du civisme financier : une tendance apparaît à condamner, bien sûr, ceux qui touchent des pots-de-vin, mais aussi ceux qui perçoivent des indemnités ou allocations auxquelles ils n'ont pas droit. Un des grands changements qui semblent en cours en France actuellement est que l'appel à la responsabilité et au respect des règles de vie en commun n'est plus systématiquement disqualifié pour « autoritarisme ».

Pierre Bréchon,
professeur à Sciences-Po Grenoble (Centre d'informatisation des données sociopolitiques),
Etienne Schweisguth,
directeur de recherche au CNRS (Centre d'études de la vie politique française)

La montée des sans-religion dans les différentes générations

en pourcentage

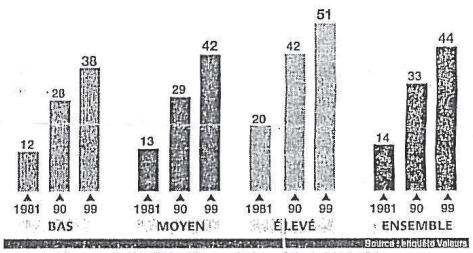
GÉNÉRATION NÉE...	1981	1990	1999
de 1973 à 1981	-	-	53
de 1964 à 1972	-	56	50
de 1955 à 1963	40	47	46
de 1946 à 1954	43	46	41
de 1937 à 1945	23	28	38
de 1928 à 1936	18	25	33
de 1919 à 1927	13	18	28
de 1910 à 1918	19	21	-
de 1901 à 1909	9	-	-
ENSEMBLE	26	39	42

Source : Enquêtes Valeurs

Le pourcentage de personnes qui se déclarent sans religion a beaucoup augmenté depuis 1981. La forte perte d'emprise des institutions religieuses est beaucoup plus développée dans les jeunes générations. Dans les générations âgées, on observe aussi une montée des sans-religion. La thèse selon laquelle l'intérêt pour les religions se développerait avec l'âge est ici infirmée.

La montée du rejet des extrémistes de droite comme voisins

SELON LE NIVEAU D'ÉTUDE — en pourcentage

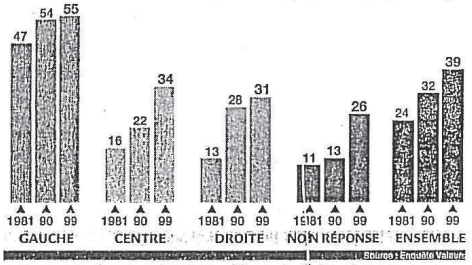


Source : Enquêtes Valeurs

Peu de gens manifestaient il y a vingt ans de l'ostracisme à l'égard de l'extrême droite. Au fur et à mesure que l'extrême droite s'implantait politiquement, un phénomène de rejet s'est développé. Aujourd'hui, près d'un Français sur deux ne voudrait pas comme voisin d'une personne d'extrême droite. Le phénomène est très sensible dans toutes les catégories.

La montée de la participation protestataire

en pourcentage



Source : Enquêtes Valeurs

Si les Français participent moins qu'autrefois aux élections, ils protestent plus souvent, notamment à travers des pétitions et des manifestations. La progression est particulièrement forte chez les personnes qui ne se positionnent pas sur l'axe gauche-droite et chez les centristes. Elle est aussi importante chez les personnes de droite, désormais moins conformistes dans leur rapport à la politique. En revanche, la progression est faible à gauche. Au total, les identités de gauche et de droite se sont donc rapprochées.

Trois enquêtes depuis 1981

● **En 1981**, les données de la première édition de la grande enquête internationale sur les valeurs avaient été analysées par Jean Stoetzel dans *Les Valeurs du temps présent : une enquête européenne*, PUF, 1983.

● **En 1990**, les résultats de l'enquête avaient été publiés sous la direction d'Hélène Riffault (*Les Valeurs des Français*, PUF, 1994). La revue *Futuribles* avait présenté la comparaison entre les différents pays (*L'Evolution des valeurs des Européens*, 1995, n° 200).

● **En 1999**, la troisième enquête a été réalisée dans tous les pays européens. Les résultats français viennent d'être publiés (*Les Valeurs des Français. Evolutions de 1980 à 2000*, sous la direction de Pierre Bréchon, Armand Colin). C'est le résultat d'un travail d'équipe au sein de l'Association pour la recherche sur les systèmes de valeurs (Arval) associant, outre les signataires de cette page, Nicolas Herpin, Yves Lambert, Yannick Lemel, Elena Millan Game et Hélène Riffault. Ces données permettent des comparaisons dans le temps, puisqu'une large partie du questionnaire est identique à ceux qui avaient été utilisés en 1981 et 1990. La passation du questionnaire dure environ une heure, ce qui permet des mesures fines dans de nombreux domaines. On apprend ainsi comment évoluent les valeurs familiales, religieuses, politiques, le sens du travail, l'attachement à certains principes moraux, la perception des autres, le moral des Français.

L'évolution des mœurs au fil des générations

IL est indéniable que le renouvellement des générations contribue à l'évolution des valeurs. Mais il serait naïf de croire que chaque nouvelle génération fait table rase du passé ; une société se perpétue à travers des institutions et des normes qui se transmettent de génération en génération. Les enquêtes Valeurs réalisées en 1981, 1990 et 1999 permettent de mesurer jusqu'à quel point les nouvelles générations se réapproprient ce legs ou s'en distinguent.

Contrairement à l'idée la plus couramment admise, il n'y a pas, sur la période étudiée, de mouvement de relâchement général des mœurs. Dans quelques domaines, les Français sont devenus nettement plus permissifs, dans d'autres, ils le sont moins, et dans d'autres encore, notamment en matière civique, leur attitude montre une remarquable stabilité. Cette relative stabilité moyenne masque pourtant des mouvements générationnels importants : sur certains plans, les jeunes de cette fin de siècle font preuve d'une plus grande rigueur morale que leurs homologues des années 80, tandis que les plus âgés se sont éloignés du respect inconditionnel des normes traditionnelles.

Par exemple, seuls 15 % des jeunes âgés de dix-huit ans à vingt-neuf ans condamnaient totalement l'adultère en 1981 ; ils sont plus du double (32 %) en 1999 ; dans le même temps, l'attitude des personnes de soixante ans et plus à ce sujet n'a pas varié : l'écart entre les générations s'est donc resserré. Sur d'autres questions, comme la tolérance à l'égard de l'homosexualité, la permissivité a augmenté dans toutes les générations, mais plus rapidement chez les adultes que chez les jeunes.

Bien sûr, ces mouvements de rapprochement entre les générations n'abolissent pas toutes les différences : en 1999, les jeunes restent plus tolérants que les plus âgés, mais les écarts se sont fortement atténués, notamment à l'intérieur d'une grande classe d'âge regroupant les personnes ayant aujourd'hui entre dix-huit et cinquante ans, qui partagent, peu ou prou, les mêmes valeurs.

Comment expliquer cet affaiblissement des clivages générationnels ? Dans le domaine de la vie privée, l'évolution des attitudes des jeunes générations ne doit pas se comprendre comme un retour à des valeurs traditionnelles un moment répudiées par des générations plus contestataires. Les jeunes, comme l'ensemble des Français, sont de plus en plus tolérants à l'égard de choix de vie condamnés autrefois. Elle exprime plutôt une nouvelle forme de régulation des relations sociales fondée avant tout sur la préservation et l'entretien des relations entre intimes. Les règles impersonnelles, notamment religieuses, perdent de leur pouvoir prescriptif, et c'est dorénavant dans l'épreuve des rapports interpersonnels que se forgent les convictions morales. Mais celles-ci n'ont pas disparu, au contraire.

On peut comprendre ainsi le retour en grâce de la fidélité dans le couple ou la montée spectaculaire des « bonnes manières » comme qualité à encourager chez les enfants : la confiance réciproque et l'apprentissage des compétences relationnelles – savoir se conduire avec les autres – deviennent le ciment de relations dont la solidité n'est plus garantie par des principes intangibles.

Quant aux plus âgés, ils sont gagnés, comme l'ensemble des Français, par ce mouvement général de progression du « libéralisme des mœurs », entendu comme cette liberté qui doit être laissée à chacun de choisir sa manière de vivre, indépendamment des prescriptions morales ou religieuses.

Olivier Galland,
directeur de recherche au CNRS (Observatoire sociologique du changement)

Les différences de classes comptent moins qu'autrefois

SELON la tradition sociologique, chaque groupe social se caractérise par une identité spécifique. Les enquêtes Valeurs permettent de comparer, à vingt ans d'intervalle, les différences que l'appartenance de classe introduit dans les systèmes de valeurs. Dans certains domaines, des différences substantielles subsistent. Ainsi, la politisation varie assez nettement selon les classes sociales, et les écarts se maintiennent entre 1990 et 1999 : les cadres manifestent beaucoup plus d'intérêt pour la politique, alors qu'au contraire employés et surtout ouvriers sont moins politisés. S'agissant du travail, les différences de classes sont assez proches de ce qu'on peut imaginer. La satisfaction professionnelle ainsi que le sentiment de liberté de décision au travail sont plus élevés chez les cadres supérieurs et plus faibles chez les ouvriers. Cependant, sur ces deux indicateurs, les écarts entre catégories socioprofessionnelles se sont réduits, la satisfaction et le sentiment de liberté de décision augmentant nettement dans les catégories ouvrières – où le chômage élevé des années 90 a conduit à davantage valoriser l'emploi occupé.

Dans d'autres domaines, et notamment dans celui des mœurs et de la famille, les différences de classes tendent aussi à s'estomper. En 1981, les attitudes morales et familiales des classes populaires (ouvriers, manœuvres, agriculteurs), des classes moyennes (professions intermédiaires, agents de maîtrise, employés) et des classes supérieures (patrons, cadres et professions intellectuelles) étaient encore caractéristiques des clivages sociologiques qui avaient prévalu dans la France de l'après-guerre.

Les classes populaires valorisaient davantage l'ordre et étaient plus favorables à la famille que les autres milieux sociaux, les classes moyennes étaient les plus sensibles aux nouvelles valeurs féministes, et, dans les classes supérieures, la qualité des relations entre personnes était plus qu'ailleurs valorisée.

En 1999, ces différences se sont largement atténuées. Ainsi les milieux populaires ont relativisé leur vision de la famille et ont une vision plus ouverte de la sexualité. Le libéralisme des mœurs et la volonté d'indépendance financière des femmes, qui distinguaient les classes moyennes en 1981, sont aujourd'hui largement partagés dans l'ensemble des classes sociales. Enfin, la qualité des relations interpersonnelles, caractéristique auparavant des classes supérieures, est devenue une valeur largement consensuelle reprise dans l'ensemble des milieux sociaux.

Cette réduction des différences de valeurs entre classes sociales ne signifie pas que les valeurs des Français sont maintenant homogènes, mais plutôt que les modes habituels de classification des individus sont moins adaptés pour rendre compte de la diversité sociale. Un moyen de s'en rendre compte est d'interroger les répondants sur la classe à laquelle ils ont le sentiment d'appartenir (privilégiés, gens aisés, classe moyenne supérieure, classe moyenne inférieure, classe populaire, défavorisés).

L'indicateur de la catégorie socioprofessionnelle apparaît comme un assez mauvais prédicteur de l'appartenance subjective à une classe sociale, les appartenances subjectives étant très variées au sein d'une même catégorie socioprofessionnelle. En revanche, d'autres indicateurs sociaux, notamment le revenu et le niveau d'éducation, expliquent très largement l'appartenance de classe subjective. Désormais, c'est plutôt en fonction de son niveau de revenu et des diplômes qu'une personne considérera qu'elle appartient ou non à une classe favorisée, et pas tellement à cause de la profession qu'elle exerce.

Jean-François Tchernia,
consultant (Tchernia Etudes Conseil)